

- diplôme de candidature/bachelier de transition délivré par une université ou une haute-école après un cycle d'études d'au moins deux ans, ou
- un diplôme de l'enseignement supérieur de type court (p.ex. graduat, bachelier professionnaliste, agrégé) délivré par une haute-école dans un des domaines suivants : sciences commerciales et de gestion, art audiovisuel et plastique, art dramatique et musical, enseignement, travail social, langue appliquée.

2. Expérience requise à la date limite d'inscription : minimum trois ans d'expérience professionnelle pertinente dans le domaine RH, dans une fonction de responsable en recrutement et sélection.

Votre expérience se situe dans les domaines suivants :

- diriger une équipe RH : coordonner les activités de l'équipe et coacher, mener, développer et évaluer les membres de l'équipe;
 - gérer toutes les étapes du processus de recrutement et sélection, du contact client à la description de fonction/profile de sélection, choix de tests, organisation des épreuves, interviews STAR jusqu'au feedback;
 - gestion de plaintes par rapport à la procédure de sélection.
- Vous avez minimum une année d'expérience professionnelle comme responsable de projet.

Votre expérience se situe dans les activités suivantes :

- exécution et suivi de projets relatifs à l'optimisation du processus de recrutement et sélection;
- diriger une équipe de projets;
- rapporfrage de résultats à la direction;
- travailler selon une méthodologie de projets, comme Prince 2, A4.

Vous pouvez poser votre candidature jusqu'au 26 avril 2011 via www.selor.be

La description de fonction (reprenant le contenu de la fonction, la procédure de sélection,...) est disponible auprès du SELOR (ligne info 0800-505 55) ou via www.selor.be

- een diploma van de 1e cyclus van een basisopleiding van 2 cycli (b.v. kandidaat/academische bachelor) afgeleverd door een universiteit of een hogeschool en uitgereikt na ten minste twee jaar studie, of
- een diploma van basisopleiding van één cyclus/hoger onderwijs van het korte type (b.v. geëindigde, professionele bachelor, geaggregeerde) door een hogeschool in één van volgende studiegebieden : handelswetenschappen en bedrijfskunde, audiovisuele en beeldende kunst, muziek en dramatische kunst, onderwijs, sociaal-agogisch werk, toegepaste taalkunde).

2. Vereiste ervaring op de uiterste inschrijvingsdatum : minimum drie jaar relevante professionele ervaring binnen het HR-domein, meer bepaald een leidendevende functie binnen het subdomein rekrutering en selectie.

Waarbij je ervaring hebt binnen de volgende activiteiten :

- leiding geven aan een HR-team, meer bepaald het coördineren van de activiteiten van het team en het coachen, aansturen, ontwikkeling en evalueren van de teamleden;
- beheren van alle stappen van het rekruterings- en selectieproces gaande van klantencontacten, opstellen van functiebeschrijvingen/selectieprofielen, keuze van testen, organiseren van de procedure, afnemen van STAR-interviews tot het geven van feedback;
- klachtenbeheer met betrekking tot de selectieprocedure.

Je hebt minstens één jaar professionele ervaring als projectleider.

Waarbij je ervaring hebt binnen de volgende activiteiten :

- uitvoeren en opvolgen van projecten met betrekking tot het optimaliseren van het rekruterings- en selectieproces;
- het aansturen van het projectteam;
- resultaten rapporteren naar de directie;
- werken volgens een projectmethodologie zoals Prince 2, A4.

Ook laatstejaarsstudenten van het academiejaar 2010-2011 zijn toegelaten tot de selectie.

Solliciteren kan tot 26 april 2011 via www.selor.be

De gedetailleerde functiebeschrijving (jobinhoud, selectieprocedure,...) kan u verkrijgen bij SELOR (via de infoline 0800-505 54) of op www.selor.be

SELOR BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

[2011/201759]

Sélection comparative d'experts de soutien logistique, néerlandophones

La sélection comparative d'experts de soutien logistique (m/f) (niveau B), néerlandophones, pour l'Institut royal des Sciences naturelles de Belgique (ANG10089) a été clôturée le 7 avril 2011.

Le nombre de lauréat s'élève à 1.

SELOR SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID

[2011/201759]

Vergelijkende selectie van Nederlandstalige deskundigen logistieke ondersteuning

De vergelijkende selectie van Nederlandstalige deskundigen logistieke ondersteuning (m/v) (niveau B) voor het Koninklijk Belgisch Instituut voor Natuurwetenschappen (ANG10089) werd afgesloten op 7 april 2011.

Er is 1 geslaagde.

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2011/03143]

Administration générale de la Fiscalité. — Secteur contributions directes. — Avis aux institutions habilitées à délivrer des reçus en matière de libéralités déductibles de l'ensemble des revenus nets des donateurs (1)

I. GENERALITES

Le présent avis a trait aux formalités que les institutions visées à l'article 104, 3° à 5°, du Code des impôts sur les revenus 1992 doivent remplir afin de permettre à leurs donateurs de déduire, de l'ensemble de leurs revenus nets, les libéralités d'un montant de 40 EUR au moins par année civile.

Dans l'état actuel de la législation, il s'agit des libéralités faites en argent :

1. aux institutions qui tombent sous l'application du décret du 12 juin 1991 relatif aux universités dans la Communauté flamande, ou du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques de la Communauté française et aux hôpitaux universitaires agréés;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2011/03143]

Algemene administratie van de Fiscaliteit. — Sector directe belastingen. — Bericht aan de instellingen die gemachtigd zijn kwijtschriften uit te reiken voor giften die de schenker van zijn totale netto-inkomen kan aftrekken (1)

I. ALGEMEEN

Dit bericht bevat de formaliteiten die de instellingen bedoeld in artikel 104, 3° tot 5° van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 moeten vervullen om hun schenkers in staat te stellen de giften in geld van 40 EUR en meer per kalenderjaar, af te trekken van hun totale netto-inkomen.

In de huidige stand van de wetgeving betreft het de giften in geld aan :

1. de instellingen die binnen het toepassingsgebied vallen van het decreet van 12 juni 1991 betreffende de universiteiten in de Vlaamse Gemeenschap, of van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden van de Franse Gemeenschap en de erkende universitaire ziekenhuizen;

2. aux académies royales, au Federaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek - Fonds fédéral de la Recherche scientifique, au Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek-Vlaanderen - FWO, au Fonds de la Recherche scientifique - FNRS, ainsi qu'aux institutions de Recherche scientifique agréées conjointement par le Ministre des Finances et par le Ministre qui a la Politique et la Programmation scientifique dans ses attributions, à l'exception des institutions qui sont directement liées à des partis ou à des listes politiques;

3. aux centres publics d'action sociale;

4. aux institutions culturelles agréées par le Roi qui sont établies en Belgique et dont la zone d'influence s'étend à l'une des communautés ou au pays tout entier;

5. aux institutions qui assistent les victimes de la guerre, les handicapés, les personnes âgées, les mineurs d'âge protégés ou les indigents et qui, après avis des organismes consultatifs de l'Etat ou des Communautés qui ont cette assistance dans leurs compétences, sont agréées par les organes compétents de l'Etat ou des Communautés dont relèvent ces institutions et, pour l'application de la loi fiscale, par le Ministre des Finances;

6. à la Croix-Rouge de Belgique, à la Fondation Roi Baudouin, au Centre européen pour Enfants disparus et Sexuellement exploités - Belgique - Fondation de droit belge, au Palais des Beaux-Arts et au Théâtre royal de la Monnaie;

7. à la Caisse nationale des Calamités au profit du Fonds national des Calamités publiques ou du Fonds national des Calamités agricoles, aux Fonds provinciaux des Calamités, ainsi qu'aux institutions qui sont créées en vue de venir en aide aux victimes de calamités justifiant l'application de la loi relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles et qui sont agréées comme telles par le Ministre des Finances;

8. aux entreprises de travail adapté qui, en exécution de la législation concernant le reclassement social des handicapés, sont créées ou agréées par le gouvernement régional ou l'organisme compétent;

9. aux institutions qui s'attachent à la conservation de la nature ou à la protection de l'environnement et qui sont agréées comme telles par le Ministre des Finances et par le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions;

10. aux institutions qui ont pour but la conservation ou la protection des monuments et sites dont la zone d'influence s'étend au pays tout entier, à l'une des régions ou à la Communauté germanophone, et qui sont agréées par le Roi;

11. aux ASBL qui ont pour objet la gestion de refuges pour animaux ayant reçu l'agrément prévue par l'article 5 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux et répondant aux conditions fixées par le Roi sur proposition du Ministre des Finances;

12. aux institutions qui s'occupent du développement durable au sens de la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable et qui sont agréées comme telles par le Ministre des Finances et par le Ministre qui a le Développement durable dans ses attributions;

13. aux institutions qui assistent les pays en développement et qui sont agréées comme telles par le Ministre des Finances et par le Ministre qui a la Coopération au Développement dans ses attributions;

14. aux associations et institutions qui aident les victimes d'accidents industriels majeurs et qui sont agréées comme telles par le Ministre des Finances et par le Ministre des Affaires étrangères;

15. aux musées de l'Etat et, sous condition d'affectation à leurs musées, les libéralités faites aux Communautés, aux Régions, aux provinces, aux communes, aux centres publics d'action sociale.

Les libéralités visées sub 15 ci-avant peuvent également être effectuées par des personnes physiques sous la forme d'œuvres d'art que le Ministre des Finances reconnaît comme appartenant au patrimoine culturel mobilier du pays ou comme ayant une renommée internationale.

2. koninklijke academiën, het Federaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek - Fonds fédéral de la Recherche scientifique, het Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek - Vlaanderen, het Fonds de la Recherche scientifique - FNRS, zomede de instellingen voor wetenschappelijk onderzoek die erkend zijn door de Minister van Financiën en door de Minister tot wiens bevoegdheid het beleid en de programmatie inzake wetenschap behoren, uitgezonderd de instellingen die rechtstreeks verbonden zijn met een politieke partij of lijst;

3. openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

4. culturele instellingen die in België zijn gevestigd en waarvan het invloedsgebied één van de gemeenschappen of het gehele land bestrijkt en die door de Koning erkend zijn;

5. instellingen die de oorlogsslachtoffers, de mindervaliden, de bejaarden, de beschermde minderjarigen of de behoeftigen bijstaan en die, na advies van de raadgevende instellingen van de Staat of van de Gemeenschappen tot wiens bevoegdheid die bijstand behoort, worden erkend door de bevoegde organen van de Staat of van de Gemeenschappen waaronder die instellingen ressorteren en, voor de toepassing van de belastingwet, door de Minister van Financiën;

6. het Rode Kruis van België, de Koning Bouwewijnstichting, het Europees Centrum voor Vermiste en Seksueel Uitgebuite Kinderen - België - Stichting naar Belgisch recht, het Paleis voor Schone Kunsten en de Koninklijke Muntshouwburg;

7. de Nationale Kas voor Rampenschade ten bate van het Nationaal Fonds voor Algemene Rampen of van het Nationaal Fonds voor Landbouwrampen, de provinciale rampenfondsen, evenals instellingen voor hulpverlening aan slachtoffers van rampen die de toepassing rechtvaardigen van de wet betreffende het herstel van schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen, en die hiertoe zijn erkend door de Minister van Financiën;

8. beschutte werkplaatsen die, ter uitvoering van de wetgeving betreffende de sociale reclassering van mindervaliden, opgericht of erkend zijn door de gewestregering of door de bevoegde instelling;

9. instellingen die zich bezighouden met het natuurbehoud of de bescherming van het leefmilieu en die als dusdanig erkend zijn door de Minister van Financiën en de Minister tot wiens bevoegdheid het Leefmilieu behoort;

10. instellingen die het behoud of de zorg voor monumenten en landschappen ten doel hebben, waarvan het invloedsgebied het gehele land, één van de gewesten of de Duitstalige Gemeenschap bestrijkt en die door de Koning erkend zijn;

11. VZW's waarvan het doel erin bestaat dierenasielen te beheren, die de erkenning hebben gekregen bedoeld in artikel 5 van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren en die voldoen aan de voorwaarden door de Koning vastgesteld op voorstel van de Minister van Financiën;

12. instellingen die zich bezighouden met duurzame ontwikkeling in de zin van de wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling en die als dusdanig erkend zijn door de Minister van Financiën en de Minister tot wiens bevoegdheid de Duurzame Ontwikkeling behoort;

13. instellingen voor hulpverlening aan ontwikkelingslanden die als dusdanig erkend zijn door de Minister van Financiën en door de Minister tot wiens bevoegdheid de Ontwikkelingssamenwerking behoort;

14. instellingen en verenigingen die hulp verlenen aan slachtoffers van zeer grote industriële ongevallen en die als dusdanig erkend zijn door de Minister van Financiën en door de Minister van Buitenlandse Zaken;

15. Rijksmusea en, op voorwaarde dat de giften voor hun musea worden bestemd, giften aan Gemeenschappen en Gewesten, provincies, gemeenten en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

De sub 15 hierboven bedoelde giften mogen door natuurlijke personen eveneens worden gedaan in de vorm van kunstwerken waarvan de Minister van Financiën erkent dat zij behoren tot het roerend cultureel erfgoed van het land of dat zij internationale faam genieten en waarvan hij de geldwaarde heeft vastgesteld.

II. FORMALITES

Généralités

Conformément à l'article 107 du Code des impôts sur les revenus 1992, les institutions visées à l'article 104, 3° à 5° de ce Code doivent délivrer un reçu aux donateurs pour les libéralités d'au moins 40 EUR par année civile.

Le reçu doit être présenté comme indiqué ci-après.

Un exemplaire des reçus doit être envoyé aux donateurs si possible dans les 2 mois qui suivent l'expiration de chaque année.

En outre, les institutions doivent communiquer par **voie électronique** à l'Administration une copie des reçus délivrés via BELCOTAX ON WEB.

Les données introduites via BELCOTAX ON WEB doivent parvenir à l'Administration au plus tard le 1^{er} mars de l'année qui suit celle au cours de laquelle les libéralités ont été effectuées.

Présentation des reçus transmis aux donateurs

Les reçus doivent répondre au moins aux conditions ci-après :

1° porter la mention « Reçu délivré en application de l'article 107 du Code des impôts sur les revenus 1992 »;

2° contenir les renseignements suivants :

a) l'année civile pour laquelle le reçu est établi;

b) le numéro d'ordre (ce numérotage doit être ininterrompu par année civile et se rapporter exclusivement aux libéralités en argent de 40 EUR et plus).

Lors de la procédure papier, il y a lieu, si possible, de grouper d'abord les reçus dans l'ordre des numéros postaux des communes du domicile des donateurs et de les classer ensuite, par numéro postal, dans l'ordre alphabétique des noms desdits donateurs;

c) les coordonnées *complètes* de l'institution bénéficiaire, à savoir sa dénomination statutaire, l'adresse de son siège social ainsi que son numéro national (= numéro BCE);

d) l'identité et l'adresse *complètes* du donneur (pour des personnes morales et des sociétés de préférence aussi le numéro national = numéro BCE);

e) le montant des libéralités en précisant qu'elles ont été effectuées à *titre définitif et irréversible*. L'institution peut se limiter à mentionner le montant en chiffres pour autant qu'il soit rendu infalsifiable, notamment en le faisant précéder et suivre de trois * ou autres signes similaires excluant toute confusion (p.ex. ***150*** EUR ou ###150### EUR). Si tel n'est pas le cas, le montant doit figurer en chiffres et aussi sous la forme d'un nombre entier en toutes lettres.

Il est vivement recommandé de regrouper les différentes libéralités qu'un donneur a effectuées au cours d'une année civile déterminée de manière à n'établir, pour ladite année, qu'un seul reçu par donneur.

Les reçus ne doivent pas être signés.

Procédure informatique

La communication des données utiles par des moyens informatiques se fait via l'application BELCOTAX ON WEB (www.belcotaxonweb.be)

* soit encodage des données en ligne et envoi via Internet;

* soit constitution d'un fichier hors ligne et envoi via Internet.

Un programme de validation est intégré dans l'application web.

En cas d'utilisation de la procédure informatique, la remise de la liste récapitulative 325.71 n'est plus exigée. Belcotax on web la reconstituera sur la base des fiches 281.71 transmises.

Les données introduites par voie informatique peuvent être consultées, modifiées ou supprimées via Internet.

II. FORMALITEITEN

Algemeen

Overeenkomstig artikel 107 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 moeten de instellingen bedoeld in artikel 104, 3° tot 5°, van dat Wetboek een kwijtschrift uitreiken aan de schenkers voor de giften van ten minste 40 EUR per kalenderjaar.

Dat kwijtschrift moet aan de hierna vermelde voorstelling beantwoorden.

Een exemplaar van het kwijtschrift moet zo mogelijk binnen 2 maanden na het einde van ieder kalenderjaar aan de schenker worden toegezonden.

Bovendien moeten de instellingen **langs elektronische weg** aan de Administratie een afschrift van de uitgereikte kwijtschriften bezorgen via BELCOTAX ON WEB.

De gegevens die ingediend worden via BELCOTAX ON WEB moeten ten laatste op 1 maart van ieder jaar dat volgt op het kalenderjaar waarin de giften werden gedaan, bij de Administratie toekomen.

Voorstelling van de kwijtschriften toegezonden aan de schenker

De kwijtschriften moeten ten minste aan de hierna volgende voorwaarden voldoen :

1° de vermelding dragen « Kwijtschrift uitgereikt met toepassing van artikel 107 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 »;

2° de volgende inlichtingen bevatten :

a) het kalenderjaar waarvoor het kwijtschrift is uitgereikt;

b) het volgnummer (die nummering moet per kalenderjaar ononderbroken zijn en mag uitsluitend op giften in geld van 40 EUR en meer betrekking hebben).

Bij toepassing van de procedure op papier worden zo mogelijk de kwijtschriften eerst gerangschikt volgens de volgorde van de postnummers van de gemeenten waarin de schenkers hun woonplaats hebben en vervolgens - per postnummer- in alfabetische volgorde volgens de namen van de schenkers;

c) de *volledige* identificatiegegevens van de begiftigde instelling, d.w.z. haar statutaire benaming, het adres van haar maatschappelijke zetel, alsmede haar nationaal nummer (= KBO-nummer);

d) de volledige identiteit en het *volledige* adres van de schenker (voor rechtspersonen en vennootschappen bij voorkeur eveneens het nationaal nummer = KBO-nummer);

e) het bedrag van de gift en de bevestiging dat ze *definitief en onherroepelijk is verricht*. De instelling mag zich beperken tot het vermelden van het bedrag in cijfers voor zover die vermelding niet kan worden vervalst, inzonderheid door het bedrag te laten voorafgaan en te laten volgen door drie * of andere gelijkaardige tekens, zodat elke verwarring uitgesloten is (bv. ***150***EUR of ###150###EUR). Indien zulks niet het geval is moet het bedrag in cijfers en als één geheel getal in letters worden vermeld.

Er wordt ten zeerste aanbevolen de verschillende giften die een schenker gedurende een bepaald kalenderjaar heeft gestort te groeperen, zodat voor dat jaar slechts één kwijtschrift per schenker wordt uitgereikt.

De kwijtschriften moeten niet worden ondertekend.

Informaticaprocedure

De indiening van de nuttige gegevens langs elektronische weg gebeurt via de toepassing BELCOTAX ON WEB (www.belcotaxonweb.be)

* hetzij invoer van de gegevens on-line en verzending via Internet;

* hetzij aanmaak van een bestand off line en verzending via Internet.

Een valideringsprogramma is in de webtoepassing geïntegreerd.

De verzamelstaat 325.71 moet bij deze procedure niet meer worden ingediend. Hij wordt door Belcotax on web zelf aangemaakt op basis van de ingediende kwijtschriften 281.71.

De gegevens die langs elektronische weg worden ingegeven, kunnen worden geraadpleegd, gewijzigd of verwijderd via Internet.

La procédure d'encodage par écran est documentée dans l'application elle-même par un document « Aide envoi par encodage ».

Il existe également une brochure « Belcotax on web », qui contient la description technique des fichiers et du programme de validation.

Les deux documents peuvent être téléchargés sur le site www.beltaxonweb.be sous « Publications » ou commandés par e-mail : belcotax@minfin.fed.be

Aucun reçu n'a été délivré

Si, au cours d'une année aucun reçu n'a été délivré, un document doit être transmis au Centre de documentation compétent (adresse, voir point III ci-après) qui contient les renseignements suivants : la mention « Reçu délivré en application de l'article 107 du Code des impôts sur les revenus 1992 », l'année civile, les coordonnées complètes de l'institution bénéficiaire (dénomination statutaire, l'adresse de son siège social et son numéro national) ainsi que la mention « Nombre de reçus délivrés/Montant total pour lequel des reçus ont été délivrés » : néant.

Exceptions

Il y a deux exceptions à la règle selon laquelle les copies des reçus délivrés et la liste récapitulative doivent être transmises par voie électronique à l'Administration.

1. Les copies des reçus délivrés et l'attestation récapitulative peuvent être transmises (sans autorisation) à l'Administration sur papier pour les deux premières années civiles pour lesquelles l'agrément est accordé.

2. A partir de la troisième année civile pour laquelle l'agrément est accordé, l'Administration peut donner l'autorisation à l'institution agréée ou autorisée de ne pas remettre par voie électronique les copies des reçus délivrés pendant cette année et une liste récapitulative, tant qu'elle et, le cas échéant, le mandataire qui remet les reçus et la liste récapitulative en son nom, ne dispose pas des moyens informatiques nécessaires pour remplir cette exigence. Dans ce cas, la remise de ces reçus et d'une liste récapitulative, peut se faire sur papier.

Procédure papier

Une copie des reçus et la liste récapitulative doivent être transmises au « Centre de documentation » compétent (adresse, voir point III ci-après) selon la région dans laquelle le siège social de l'institution est établi.

La liste récapitulative, de préférence dactylographiée ou imprimée, doit être certifiée exacte, datée et signée par une personne légalement qualifiée pour engager l'institution et comporter :

a) une feuille distincte mentionnant :

1. les coordonnées complètes de l'institution bénéficiaire, à savoir sa dénomination statutaire, l'adresse de son siège social ainsi que son numéro national;

2. l'année à laquelle la liste se rapporte;

3. le nombre exact de reçus délivrés pour cette année;

4. le montant total des libéralités pour lesquelles un reçu a été délivré pour cette année;

b) des feuilles annexes portant chacune les coordonnées complètes de l'institution bénéficiaire ainsi que le millésime de l'année à laquelle la liste se rapporte, et mentionnant pour chacun des reçus délivrés :

1. le numéro d'ordre;

2. l'identité et l'adresse *complète* du donneur;

3. le montant total des libéralités.

III. CENTRES DE DOCUMENTATION

L'adresse du « Centre de documentation », auquel les reçus et la liste récapitulative dont question dans le présent avis doivent être envoyés, est la suivante :

a) pour les institutions dont le siège social est établi dans la région de Bruxelles-Capitale, c'est-à-dire exclusivement dans l'une des 19 communes énumérées ci-après :

Anderlecht, Auderghem, Berchem-Sainte-Agathe, Bruxelles, Etterbeek, Evere, Forest, Ganshoren, Ixelles, Jette, Koekelberg, Molenbeek-Saint-Jean, Saint-Gilles, Saint-Josse-ten-Noode, Schaerbeek, Uccle, Watermael-Boitsfort, Woluwe-Saint-Lambert et Woluwe-Saint-Pierre :

Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus

Centre de documentation - Précompte professionnel de Bruxelles

Avenue du Pont de Luttre 74

1190 Bruxelles

De procedure voor de invoer van de gegevens via het scherm wordt in een helpdocument « Help Verzending per codering » toegelicht.

Er bestaat ook een brochure « Belcotax on web » met de technische beschrijving van de bestanden en van het valideringsprogramma.

Beide documenten kunnen worden gedownload van de website www.beltaxonweb.be onder « Publicaties » of per e-mail worden besteld via belcotax@minfin.fed.be

Geen kwijtschriften uitgereikt

Indien in een bepaald jaar geen enkel kwijtschrift is uitgereikt, moet bij het bevoegde Documentatiecentrum (adres, zie punt III hierna) een document worden ingediend met de volgende inlichtingen : de vermelding « Kwijtschriften uitgereikt bij toepassing van artikel 107 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 », het kalenderjaar, de volledige identificatiegegevens van de instelling (statutaire benaming, het adres van haar maatschappelijke zetel en haar nationaal nummer), alsmede de vermelding « Aantal uitgereikte kwijtschriften/Totaal bedrag waarvoor kwijtschriften zijn uitgereikt » : nihil.

Uitzonderings gevallen

Er zijn twee uitzonderingen op de regel dat de afschriften van de uitgereikte kwijtschriften en de verzamelstaat langs elektronische weg aan de Administratie moeten worden bezorgd.

1. De afschriften van de uitgereikte kwijtschriften en de verzamelstaat mogen (zonder toelating) op papier aan de Administratie worden toegezonden voor de eerste twee kalenderjaren waarvoor de erkenning is verleend.

2. De Administratie kan vanaf het derde kalenderjaar waarvoor de erkenning is verleend, de toelating verlenen aan een erkende of gemachtigde instelling om de afschriften van de uitgereikte kwijtschriften en de verzamelstaat niet in te dienen langs elektronische weg, zolang zij en, in voorkomend geval, de persoon die gemachtigd is de bedoelde kwijtschriften en de verzamelstaat namens hen in te dienen, niet over de nodige geïnformeerde middelen beschikken om aan die verplichting te voldoen. In dit geval moet de indiening van die afschriften en een verzamelstaat geschieden op papier.

Procedure op papier

Een afschrift van de kwijtschriften moet samen met de verzamelstaat aan het bevoegde « Documentatiecentrum » worden toegestuurd (adres, zie punt III hierna) afhankelijk van het gewest waarin de maatschappelijke zetel van de instelling gevestigd is.

De verzamelstaat, bij voorkeur getypt of gedrukt, moet voor echt verklaard, gedagtekend en ondertekend zijn door een persoon die wettelijk bevoegd is om de instelling te verbinden en moet bevatten :

a) een afzonderlijk blad met de vermelding van :

1. de volledige identificatiegegevens van de begiftigde instelling, d.w.z. haar statutaire benaming, het adres van haar maatschappelijke zetel, alsmede haar nationaal nummer;

2. het jaar waarop de verzamelstaat betrekking heeft;

3. het juiste aantal van de voor dat jaar uitgereikte kwijtschriften;

4. het totale bedrag van de giften waarvoor kwijtschriften zijn uitgereikt voor dat jaar;

b) bijbladen die allen de volledige identificatiegegevens van de begiftigde instelling en het jaartal waarop de verzamelstaat betrekking heeft, moeten vermelden, en waarop voor ieder uitgereikt kwijtschrift moet voorkomen :

1. het volgnummer;

2. de volledige benaming en het volledig adres van de schenker;

3. het totale bedrag van de giften.

III. DOCUMENTATIECENTRA

Het adres van het « Documentatiecentrum » waaraan de in dit bericht bedoelde documenten moeten worden toegezonden is :

a) voor de instellingen met maatschappelijke zetel in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest d.w.z. uitsluitend in één van de hierna opgesomde 19 gemeenten :

Anderlecht, Brussel, Elsene, Etterbeek, Evere, Ganshoren, Jette, Koekelberg, Oudergem, Schaarbeek, Sint-Agatha-Berchem, Sint-Gillis, Sint-Jans-Molenbeek, Sint-Joost-ten-Node, Sint-Lambrechts-Woluwe, Sint-Pieters-Woluwe, Ukkel, Vorst en Watermaal-Bosvoorde :

Administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit

Documentatiecentrum-Bedrijfsvoordeffing te Brussel

Luttrebruglaan 74

1190 Brussel

b) pour les institutions dont le siège social est établi dans la région flamande

Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus

Centre de documentation - Précompte professionnel de Denderleeuw

Kruisstraat 28

9470 Denderleeuw

b) pour les institutions dont le siège social est établi en région wallonne :

Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus

Centre de documentation - Précompte professionnel de Mons

C.A.E. - Chemin de l'Inquiétude

7000 Mons

IV. REMARQUES

L'occasion est saisie pour rappeler certains principes :

1. Les institutions soumises à la procédure d'agrément ne peuvent délivrer de reçus au sens de ce qui précède qu'après avoir obtenu cet agrément pour l'année concernée.

2. Les copies des reçus que les institutions bénéficiaires des libéralités font parvenir au Centre de documentation ou via Belcotax on web sont transmises aux différents services de taxation des donateurs et incorporées dans la déclaration à l'impôt des personnes physiques si l'identification du donateur est complète et correcte (nom – prénom – adresse). Ces documents constituent en principe les seuls pris en considération pour l'octroi de la déduction des libéralités.

3. La déduction des libéralités est commandée par l'intérêt national et ne vise donc que les libéralités proprement dites, c.-à-d. les dons faits sans contrepartie, de sorte que sont exclus les abonnements à des publications, cotisations de membre, minervals, rétributions scolaires, frais de cours, d'examen et autres frais analogues, billets d'entrée à des concerts, etc.

Lorsque les sommes versées compensent entièrement ou *même partiellement* la livraison d'un bien ou la prestation d'un service, aucun reçu ne peut être délivré, ni pour la totalité, *ni pour une partie* de ces sommes.

Pour être admis comme libéralité déductible, le montant doit, par conséquent, être transféré de *manière purement gratuite* et ne peut procurer aucun avantage au donateur (à part des choses de très faible valeur, comme un autocollant, une brochure d'information sobre, etc.).

4. Une institution habilitée à délivrer des reçus au sens des directives qui précèdent (cf. point 1 ci-dessus), ne peut jouer le rôle d'intermédiaire vis-à-vis d'une autre institution et délivrer de tels reçus pour des sommes qui ne font que transiter par elle mais qui sont en fait destinées à cette autre institution.

5. Aucun reçu ne peut être délivré pour les versements qui représentent le produit d'une participation collective et ne proviennent donc pas réellement d'un donateur individuel.

6. Les libéralités faites à la fin d'une année déterminée par versement ou virement au compte financier de l'institution bénéficiaire peuvent, avec l'accord du donateur, être considérées comme des libéralités de l'année en cause si le compte de l'institution est crédité un des trois premiers jours ouvrables de l'année suivante.

Note

(1) Le présent avis remplace ceux publiés au *Moniteur belge* du 20 novembre 2003 – Ed. 2 et du 28 février 2007. Il s'agit d'une actualisation suite à l'arrêté royal du 21 février 2011 (*Moniteur belge* du 25 février 2011) qui entre en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2011.

b) voor de instellingen met maatschappelijke zetel in het Vlaamse Gewest :

Administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit

Documentatiecentrum-Bedrijfsvoorheffing te Denderleeuw

Kruisstraat 28

9470 Denderleeuw

c) voor de instellingen met maatschappelijke zetel in het Waalse Gewest :

Administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit

Documentatiecentrum-Bedrijfsvoorheffing te Bergen

C.A.E. Chemin de l'Inquiétude

7000 Bergen

IV. OPMERKINGEN

Van de gelegenheid wordt gebruik gemaakt om aan sommige principes te herinneren :

1. De instellingen die aan een erkenning onderworpen zijn mogen slechts kwijtschriften in de zin van wat voorafgaat uitreiken nadat zij die erkenning voor het desbetreffende jaar hebben verkregen.

2. De afschriften van de kwijtschriften die de begiftigde instellingen bij het Documentatiecentrum of via Belcotax on web hebben ingediend, worden aan de verschillende taxatiедiensten van de schenkers toegestuurd en verwerkt in de elektronische aangifte in de personenbelasting indien de identificatie van de schenker volledig en correct is (naam – voornaam – adres). Dit zijn in principe de enige stukken die in aanmerking worden genomen om de aftrek van de giften toe te staan.

3. De aftrekbaarheid van de giften is ingegeven door het nationaal belang en geldt bijgevolg alleen voor eigenlijke giften, d.w.z. schenkingen die zijn afgestaan zonder tegenwaarde, zodat uitgesloten zijn, abonnementen op tijdschriften, lidgelden, collegegelden, schoolgelden, les-, examen- en andere gelijkaardige kosten, inkomkaarten voor concerten, enz.

Wanneer de overgedragen sommen geheel of *zelfs gedeeltelijk* de levering van een goed of de prestatie van een dienst vergoeden, mogen daarvoor geen kwijtschriften worden uitgereikt, noch voor de totaliteit, *noch voor een gedeelte* van de gestorte sommen.

Om als aftrekbare gift in aanmerking te komen, moet het bedrag bijgevolg *geheel om niets* worden overgemaakt en mag aan de schenker geen enkel voordeel worden verstrekt (behalve zaken van zeer geringe waarde, zoals een zelfklever, een sobere informatiebrochure, enz.).

4. Een instelling die gemachtigd is kwijtschriften uit te reiken in de zin van de in punt 1 hierboven vermelde richtlijnen, mag niet optreden als doorgedrukt voor een andere instelling en dergelijke kwijtschriften uitreiken voor de sommen die in feite bestemd zijn voor die andere instelling.

5. Er mogen geen kwijtschriften worden uitgereikt voor stortingen die de opbrengst vertegenwoordigen van collectieve geldinzamelingen en dus niet werkelijk voortkomen van een individuele schenker.

6. De giften die op het einde van een bepaald jaar worden gestort of overgeschreven op de financiële rekening van de begunstigde instelling mogen, met het akkoord van de schenker, worden aangemerkt als giften van datzelfde jaar, op voorwaarde dat de rekening van de instelling één van de eerste drie werkdagen van het volgende jaar is gecrediteerd.

Nota

(1) Dit bericht vervangt de berichten die in het *Belgisch Staatsblad* van 20 november 2003 – Ed. 2 en 28 februari 2007 zijn bekendgemaakt. Het betreft een actualisering ingevolge het koninklijk besluit van 21 februari 2011 (*Belgisch Staatsblad* van 25 februari 2011) dat van toepassing is met ingang van 1 januari 2011.